

Marche symbolique des pro-Morsi au Caire

Quelque 200 personnes ont participé hier à une marche « symbolique » dans la capitale égyptienne pour marquer la dispersion sanglante par les forces de sécurité, il y a un mois, de partisans du président islamiste Mohamed Morsi, destitué le 3 juillet par l'armée.

**Bouteflika viserait un quatrième mandat**

Selon la presse algérienne, l'important remaniement ministériel et les nominations stratégiques auxquels a procédé cette semaine le président laissent augurer de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika au scrutin d'avril 2014. Ce serait son 4^e mandat à la tête de l'État. PHOTO AFP

Ils sont tombés d'accord

SYRIE Les chefs des diplomaties russe et américaine sont parvenus hier à un accord sur le démantèlement de l'arsenal chimique de Bachar al-Assad

Américains et Russes ont conclu hier à Genève un accord ambitieux sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien d'ici à la mi-2014, avec la possibilité de mesures contraignantes – un pas salué par les capitales européennes mais rejeté par les rebelles de l'Armée syrienne libre.

L'accord annoncé par les chefs des diplomaties américaine et russe, John Kerry et Sergueï Lavrov, au troisième jour de discussions intenses, fixe clairement des échéances : Damas a une semaine pour présenter une liste de ses armes chimiques, et celles-ci doivent être enlevées et détruites d'ici à la fin du premier semestre 2014.

En outre, le processus sera établi dans une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU mentionnant le chapitre VII de la charte, qui ouvre la voie à de possibles sanctions, y compris au recours à la force en cas de manquement du régime syrien à ses engagements (lire ci-contre). Ce point restait toutefois encore entouré d'ambiguïtés.

« Liste complète »

« Les États-Unis et la Russie se sont engagés à œuvrer pour la destruction de l'arsenal chimique syrien le plus rapidement possible. La Syrie doit soumettre d'ici une semaine une

APRÈS IRAK ET LIBYE...

L'article 42, encore

Depuis son adoption, en 1945, l'article 42 du chapitre VII de la charte des Nations unies a toujours inquiété les dictateurs. Il stipule que, si le Conseil de sécurité considère que les sanctions prises au préalable se révèlent « inadéquates », il « peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien et au rétablissement de la paix et de la sécurité internationale ».

Invoqué pendant la guerre de Corée (1950-1953) et celle du Golfe (1991), il avait également justifié l'intervention de l'Otan en Libye en 2011, au grand dam de la Russie.

liste complète » de ses armes chimiques, a déclaré John Kerry, aux côtés de son homologue russe. Il a précisé que les inspecteurs chargés de vérifier le processus seraient sur le terrain « pas plus tard qu'en novembre » et que l'objectif était d'avoir enlevé les armes « à la mi-2014 ».

Les États-Unis estiment à 45 le nombre de sites liés au programme d'armes chimiques en Syrie et sont d'accord avec la Russie pour évaluer



Le secrétaire d'État américain, John Kerry, et le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, hier à Genève après la conclusion de l'accord. PHOTO PHILIPPE DESMAZES/AFP

le stock à 1 000 tonnes, a précisé ensuite un responsable américain.

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a pour sa part salué des discussions « excellentes » : « L'objectif fixé en septembre par les chefs d'État russe et américain [...] pour mettre sous contrôle les armes chimiques syriennes a été atteint », a-t-il déclaré. Tout en laissant entendre que la Russie pourrait dans l'avenir soutenir un recours à la force en cas

de non-respect de l'accord par la Syrie, Sergueï Lavrov a prévenu que Moscou vérifierait minutieusement tous les rapports accusant le gouvernement syrien.

« Étape importante »

Les mises en garde à l'égard de Damas se sont multipliées. Barack Obama a ainsi salué « une étape importante », en espérant que le président syrien, Bachar al-Assad, serait « à la

hauteur de ses engagements ». « Les États-Unis restent prêts à agir en cas d'échec de la diplomatie », a-t-il averti.

Paris, qui s'était dit déterminé à frapper militairement avec les Américains le régime de Damas pour le « punir » de l'attaque chimique du 21 août, a salué « une avancée importante », mais a dit attendre le rapport des inspecteurs de l'ONU aujourd'hui pour arrêter sa position.

Le Japon sans réacteurs... pour un temps

NUCLÉAIRE Le dernier réacteur de l'archipel doit être arrêté aujourd'hui pour maintenance

Pour la deuxième fois depuis l'accident de Fukushima Daiichi, le Japon va se retrouver aujourd'hui totalement privé de réacteurs pour une période indéterminée. Nulle volonté gouvernementale d'en finir avec l'atome pour autant : les deux unités arrêtées – les seules qui étaient encore autorisées à fonctionner – doivent seulement subir une maintenance obligatoire après treize mois de fonctionnement en continu.

C'est tout le paradoxe de la situation nipponne. Contrairement au précédent gouvernement, qui projetait une sortie du nucléaire, le Premier ministre Shinzo Abe, arrivé au pouvoir en décembre, promet avec force une relance des centrales du pays. Mais les hasards du calendrier lui imposent d'observer une seconde période de carence, qui pourrait cette fois durer plusieurs mois (1).



Malgré les protestations, le gouvernement compte relancer le nucléaire.

PHOTO RIE ISHII/AFP

L'entretien des deux réacteurs durera trois mois au moins, avant des examens pour vérifier leur conformité aux nouvelles règles de sûreté énoncées en juillet dernier. Quant aux 48 autres réac-

teurs – sans compter les quatre de Fukushima désormais ravagés –, à l'arrêt depuis le 5 mai 2012, aucun ne peut redémarrer tant que l'autorité de régulation ne s'est pas prononcée, puis que les autorités locales et enfin l'État n'ont pas donné leur feu vert. Une procédure particulièrement longue, qui pourrait contraindre le troisième parc nucléaire mondial après les États-Unis et la France à se passer du nucléaire jusqu'à l'été 2014.

Le thermique pas viable

Mais comment fait donc le Japon, lui qui puisait, avant l'accident de Fukushima, 30 % en moyenne de son électricité dans ses centrales atomiques ? Il fait tourner à plein régime ses centrales thermiques. Depuis cette pause forcée du nucléaire, pas moins de 90 % de l'électricité nipponne est produite à partir de matières fossiles (gaz naturel liquéfié, pétrole et charbon), contre un peu plus de 60 % auparavant. L'hydraulique fournit 8 % supplémentaires, la part du nucléaire ayant chuté autour de 2 %. En dépit d'efforts notables, la part des énergies renouvelables demeure minime.

« La substitution de centrales thermiques aux centrales nucléaires n'est pourtant pas viable à long terme, note l'économiste Évelyne Dourille-Feer. Outre une pollution importante, elle induit des risques de pénurie d'électricité durant les périodes de pic de demande estivale et hivernale faute de capacités suffisantes, elle accélère les délocalisations en raison de l'augmentation du prix de l'électricité et elle déséquilibre la balance commerciale. »

Le Japon importe en effet massivement des hydrocarbures d'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient, une dépendance énergétique qui lui coûte de plus en plus cher. En juillet, son déficit commercial a ainsi atteint un record de près de 8 milliards d'euros – 93,7 % de plus que celui de l'an passé à la même époque ! Il s'agissait du treizième mois de suite dans le rouge, après plus de trente ans d'une balance commerciale excédentaire.

Rafaële Brillaud, à Tokyo

(1) Tous les réacteurs ont déjà été à l'arrêt pendant deux mois en 2012, de début mai à début juillet.

EN BREF**■ UN CONSEILLER PIÉGÉ**

Un conseiller du gouvernement britannique spécialiste dans la lutte contre l'évasion fiscale a été contraint de démissionner après avoir été pris en flagrant délit en donnant des conseils pour échapper à l'impôt. David Heaton avait été filmé par la BBC, en caméra cachée, lors d'une conférence à Londres intitulée « 101 idées pour planifier ses impôts ».

■ GROGNE SOCIALE EN POLOGNE

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé hier à Varsovie contre le gouvernement libéral de Donald Tusk pour réclamer son départ.

■ ATTENTAT EN IRAK

Au moins 26 personnes ont été tuées et 46 blessées hier lorsqu'un kamikaze a fait exploser une bombe pendant des funérailles près de Mossoul, dans le nord de l'Irak.

■ ATTAQUE EN CÔTE D'IVOIRE

Deux gendarmes et un policier ont été tués à Yamoussoukro, la capitale politique de la Côte d'Ivoire, dans des attaques de bandits armés. Trois des assaillants ont également péri dans les combats.